

MARC-ANTOINE EYL-MAZZEGA

Directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri

Arnaud Breuillac, conseiller principal du président-directeur général de TotalEnergies

Merci, Peter. Marc-Antoine, pouvez-vous nous donner quelques informations sur la gouvernance ?

Marc-Antoine Eyl-Mazzega

Merci beaucoup à tous. Nous sommes à quelques semaines de la COP 26 et nous avons un certain nombre de contributions déterminées au niveau national (NDC) alignées sur la même base de référence. Tout le monde parle en effet maintenant de bases de référence différentes. Il est très facile de dire « Je réduis mes émissions de gaz à effet de serre de 50 % », mais si vous adoptez une base de référence très différente, cela pourrait signifier que vous allez en fait augmenter vos émissions de gaz à effet de serre. Nous avons malheureusement vu beaucoup d'écrans de fumée de la part de plusieurs pays. Toutefois, le problème est le suivant : le Royaume-Uni et l'UE sont les plus avancés au monde, viennent ensuite les États-Unis et, malheureusement, au sein de l'OCDE, le Japon, le Canada et surtout l'Australie ne sont vraiment pas assez engagés. Ensuite, bien sûr vous avez le reste du monde, ce qui correspond à un cas différent, et vous avez les économies émergentes, etc.

Je voudrais toutefois préciser ce que nous devrions réaliser au cours des deux prochaines années, en gardant à l'esprit que nous allons maintenant avoir la COP 26. Je voudrais aussi préciser ce qui devrait être réalisé au cours des cinq prochaines années, sachant que nous sommes en passe d'atteindre un pic dans nos émissions de gaz à effet de serre. En effet, cette année affichera un niveau record des émissions de gaz à effet de serre. Le monde est en train d'activer ses centrales au charbon partout et tout fonctionne à des niveaux d'utilisation beaucoup plus élevés que ce dont nous avons l'habitude. Nous savons bien sûr depuis 2015 que nous devons réduire nos émissions de gaz à effet de serre d'un niveau assez important chaque année. Or depuis, ces émissions ne cessent de croître. Nous avons donc un énorme défi à relever.

Mon premier point est que l'OCDE doit mettre de l'ordre dans ses affaires et que l'Australie doit véritablement augmenter sa contribution déterminée au niveau national. Si les Émirats arabes unis peuvent le faire, en tant que plus grand producteur de combustibles fossiles, l'Australie le peut également. Je pense que ce sera l'un des principaux tests de l'objectif de leadership climatique du président Biden. S'il ne parvient pas à convaincre l'Australie de s'engager sur une robuste contribution, l'accord Aukus apparaîtra sous un jour bien différent. Il est clair que le climat représente une menace bien plus grande que la menace représentée par la Chine.

Deuxième point, nous devons accélérer le financement du climat. Le seuil des 100 milliards doit être atteint. Il est évident que plus nous décarbonons en Europe, plus les coûts de réduction de CO₂ sont élevés. Mais dans le reste du monde, il est encore possible de recourir à des solutions plus faciles, à très bas prix. Quels sont les enjeux ? L'Europe sera-t-elle la seule à être décarbonée d'ici 2050 ou assisterons-nous à un élan mondial, tout le monde allant dans la même direction ? Je pense qu'en Europe, nous devrions également nous concentrer davantage sur la décarbonation là où les coûts de réduction du carbone sont moins élevés.

Le troisième point est qu'en Europe, ces derniers temps, nous parlons beaucoup de la nature néfaste du gaz, mais le véritable ennemi dans le monde reste le charbon. Nous avons ici un gros problème, car nous ne faisons pas assez pour combattre le charbon et nous perdons de vue les priorités. J'ai été très positivement surpris par la décision du G7 au Japon annonçant la cessation du financement du charbon à partir de cette année, mais aussi par la dernière annonce du président Xi. Le problème est que ce n'est pas suffisant. Maintenant, nous devons vraiment travailler non seulement à l'arrêt de toute centrale au charbon, mais aussi à l'élimination progressive du parc de production d'électricité à partir du charbon. La bonne nouvelle est que les technologies, les capitaux et les connaissances nécessaires sont tous là. Le problème, c'est que nous n'en sommes pas encore là en termes de gouvernance et de politiques. Ma proposition consiste donc à choisir quelques pays prioritaires et à commencer à nous concentrer sur les centrales électriques au charbon les plus polluantes. Nous en avons par exemple une dans les Balkans qui émet autant que les 15 autres centrales les plus émettrices en Europe. La fermeture de cette seule usine serait un grand pas en avant. Je suis sûr que vous pouvez en trouver quelques-unes en Russie. En Chine, ils pourraient certainement trouver plusieurs usines produisant un total d'environ 100 gigawatts par heure qu'il serait possible de fermer.

Nous devrions vraiment nous concentrer ici sur l'Afrique du Sud, l'Indonésie et l'Inde. Nous devons aider ces pays à libérer le potentiel dont ils disposent pour le solaire, le nucléaire et toutes les options de flexibilité auxquelles Olivier a fait allusion. Encore une fois, les capitaux sont là. Nous devons simplement aligner le cadre réglementaire, les priorités politiques et, dans plusieurs cas, les capitaux. Il faut mettre à disposition beaucoup d'argent bon marché pour que TotalEnergies ou Integral, ou quiconque présentant une bonne offre, puisse les aider à libérer leur potentiel.

Un autre point est que le gaz est probablement le pire ennemi. Nous devons nous rappeler (et cela pourrait également vous intéresser dans cette région) qu'il existe un gros problème avec le gaz, à savoir les émissions fugitives de méthane. Dans les Émirats arabes unis, aux États-Unis, en Australie, en Russie, en Asie centrale et dans certaines régions du Moyen-Orient, mais pas partout bien sûr, de nombreux progrès peuvent être réalisés très rapidement et parfois à moindre coût. Le dernier rapport de l'IPCC nous apprend qu'au cours des 30 dernières années, la contribution des émissions de méthane au réchauffement de la planète a été presque équivalente à celle du dioxyde de carbone. Par conséquent, si nous nous attaquons à ce problème, nous pouvons faire un grand pas en avant. Je souhaite que l'Australie et d'autres pays se joignent à l'initiative de l'UE et des États-Unis pour réduire les émissions fugitives de méthane. Les États-Unis devraient d'ailleurs être les premiers à le

faire, tout comme ils devraient être les premiers à éliminer progressivement leurs vieilles centrales électriques au charbon.

Un mot sur l'agriculture : beaucoup d'émissions de méthane proviennent de l'agriculture, notamment du bétail, et il est très clair que nous devons réduire notre consommation de viande bovine. Le bœuf émet 30 fois plus de CO₂ par unité de calorie que le tofu. C'est une réalité. Nous pouvons manger plus de porc, plus de volaille et nous pourrions fixer un prix du CO₂ pour le bœuf. Si vous voulez en manger, payez plus. Je pense que ce type d'incitation pourrait être mis en place assez facilement, du moins dans nos pays. Bien sûr, il y a la tarification du CO₂ qui est l'instrument central à fournir. Vous pouvez avoir de très bonnes réglementations et incitations dans le monde entier, mais si vous voulez vraiment accélérer les choses, il vous faut un prix pour le CO₂. Malheureusement, seuls l'Europe et le Royaume-Uni ont, pour le moment, un prix crédible.

La déforestation a été évoquée, mais il est possible d'économiser rapidement du CO₂. Nous sommes désormais dans l'urgence ce qui implique une vitesse réduite du trafic routier et du trafic maritime. Réduire sa vitesse à 110 kilomètres/heure sur l'autoroute n'est pas anodin et peut réduire les émissions de CO₂. Le transport maritime peut également y contribuer.

Une question pour vous, M. Breuillac : Nous parlons beaucoup des nouvelles utilisations de l'hydrogène et des approvisionnements en hydrogène vert. Pourquoi n'unissons-nous pas nos forces au sein des pays du G20 et de leurs économies pour commencer à rendre vert l'hydrogène que nous utilisons déjà et auquel vous faisiez allusion ? Nous pourrions, par exemple, nous fixer un objectif selon lequel, d'ici 2030, dans le monde entier, nous allons incorporer au moins 30 % d'hydrogène vert dans nos raffineries. Bien sûr, cela rendra l'essence plus chère, mais s'il y a moins de taxes sur l'essence, cette approche pourrait être abordable. Dans tous les cas, et pour diverses raisons, les prix de l'essence vont devoir augmenter.

Au cours des cinq ans à venir, nous devons mettre en œuvre environ 1 000 grands projets de capture et de stockage du carbone à l'échelle mondiale. Un très beau projet est en cours de développement aux Émirats arabes unis et un autre en Norvège, mais il nous en faut 1 000 d'ici 2030. C'est une cible élevée, mais réalisable. Nous avons clairement besoin de la finance verte pour agir ensemble. L'Afrique va s'urbaniser. Ils vont avoir une demande importante de ciment et d'acier. Pouvons-nous les laisser produire sur la base des plans dont nous disposons aujourd'hui pour le ciment et l'acier ? Si nous le faisons, tous nos efforts seront vains. Nous devrions donc consacrer nos fonds de développement à des subventions destinées à la mise en place d'aciéries à faible teneur en carbone. Sinon, personne ne sera en mesure de payer pour ce type d'aciéries, car elles seront beaucoup plus coûteuses.

Dernier point, très important : nous avons besoin de compétences et nous devons vraiment faire beaucoup plus à cet égard. J'ai par exemple suivi la campagne électorale allemande. Il y était beaucoup question de l'augmentation de l'efficacité énergétique, de la rénovation des bâtiments, etc. Le problème en Allemagne est que si vous appelez un plombier personne ne viendra, car ils en ont très peu. Vous devrez attendre trois semaines pour qu'un plombier soit disponible et son intervention vous coûtera beaucoup d'argent. Comment dès lors planifier la rénovation d'un bâtiment à grande échelle si vous ne pouvez même pas trouver un plombier ? Il s'agit d'un véritable problème. Partout dans le monde, nous sommes confrontés à des



problèmes qui nécessitent des réponses très spécifiques, mais il est évident que ces réponses doivent être alignées sur le déploiement des technologies à venir.

Enfin, et je pense qu'il s'agit d'un point important à retenir, les gens ont besoin de beaucoup plus de nucléaire, et il faut donc que la taxonomie de Bruxelles en tienne compte. Cela peut vous sembler très étrange ici, mais en Europe, il existe des forces puissantes qui veulent mettre un terme au nucléaire. Or nous savons que nous ne pouvons pas déployer suffisamment d'énergies renouvelables. Nous savons que sans le nucléaire, nous ne pourrions pas atteindre nos objectifs de décarbonation. Je pense que ce sera une réalisation majeure. Il y a encore des subventions pour les combustibles fossiles un peu partout, y compris ici, et elles doivent être supprimées. C'est un problème de longue date, mais c'est en quelque sorte la base de la décarbonation et j'espère que des progrès seront réalisés à cet égard. Merci de votre attention.